

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

La science politique peut-elle inspirer une voie humaine et moderne au développement durable ?

- Gazette - Débats -
Date de mise en ligne : dimanche 22 juin 2008

Revue du Mauss permanente

Tout part de la conviction qui est la mienne qu'il convient, en quelque sorte, de satisfaire à des « mandats invisibles », pour apprivoiser les réponses aux questions, bien réelles, elles, aux prises desquelles se trouvent les hommes et leurs sociétés.

Donc, mon mouvement a été de me placer sur un terrain j'ai choisi aujourd'hui celui de la science politique et de sommer celle-ci à consentir un effort plus important de détection de ces mandats invisibles au sujet de notre Enjeu.

Mon propos est de vous rendre compte de la tâche à laquelle je l'ai assignée d'explorer ces mandats invisibles. Sept mandats invisibles. Les voici.

1. Pour des Récits politiques autour d'un « développement humain, durable et moderne »

Conférence de Bali décembre 2007 : la Chine et l'Inde se disent prêtes à un « engagement » sur la question de la réduction des gaz à effet de serre si les Américains s'engagent. Or, les Américains refusent tout engagement pour 2020. Les pays du Sud, de leur côté, refusent tout engagement à 2050, mais en appellent à un engagement à 2020. Impasse, donc.

L'Inde, finalement, rassemble la planète entière autour de l'objectif : aucun engagement. « **Beau Bilan à Bali !** », cela pourrait être le titre d'un film « bollywood » !

Six mois après, 2 juin 2008, les Ministres de l'environnement du G8 réunis au Japon pour préparer le Sommet de juillet annoncent leur « volonté politique » de réduire de moitié leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 (Ah ! les pays du Sud ont enfin cédé devant la détermination des pays du Nord à voir loin !) & Un détail, toutefois : les Ministres du G8 n'ont, en revanche, pas fixé d'objectifs pour 2020 !!! (Ah ! les pays du Sud ont encore cédé, mais cette fois & devant la détermination des pays du Nord à refuser de voir près !).

Nous, Occidentaux, avançons donc contre toute logique : bref, nous nous moquons de la planète toute entière ! Or, il s'agissait là de l'engagement le plus aisé, non pas à atteindre, mais au moins à formuler ! Pourquoi ? Parce que cet engagement aurait résulté de l'acceptation par la communauté internationale d'un « imaginaire politique » simple (peut-être même simpliste !), lequel aurait limité la question d'un « développement durable » à un seul indicateur : **la réduction du bilan carbone des activités humaines**.

D'autres engagements internationaux, deux autres au moins, seraient, eux, moins aisés à formuler : ceux relatifs à la **biodiversité** d'une part (nous y reviendrons), ceux, d'autre part, relatifs à **l'accès à l'eau potable** !

Alors, parlons un peu du duo « Etats-Unis-Chine ».

Ces deux grands pays, si différents à bien des égards, sont à la fois les pays les plus puissants de la Terre, et parmi les plus malades. Malheureusement, leur puissance, d'aujourd'hui et de demain, ne les immunise pas contre leur aveuglement. Et s'ils ne s'en sortent pas, nous sombrerons avec eux.

Jeremy Rifkin, fameux prospectiviste américain, a écrit, en janvier dernier, pour la Fondation (française) pour l'Innovation politique (proche de l'UMP) une étude intitulée : « *Engager la troisième révolution industrielle Un nouvel*

ordre énergétique pour l'UE du 21^e siècle ». Saperlipopette, mais il a raison ! Voilà une façon intelligente de coopérer : nouer un dialogue par la voie d'un Récit adressé à l'Autre ! Que dis-je ? En lui adressant de multiples Récits ! Des Récits ? Mais des Récits sur quoi ? Des Récits en miroir : voilà, par exemple, à quoi on voudrait que ressemblât un développement humain, durable et moderne pour le duo, le « condominium » sino-américain, pour son bien et pour le nôtre.

Plaidons donc pour que l'UE, et en UE, on écrive littéralement l'esquisse de ce à quoi pourrait ressembler un « American-Chinese way of life » supportable par eux-mêmes et pour la planète, et offrons à ces deux pays simultanément le miroir de notre avenir commun ! Et pour être plus précis encore, souhaitons que les Français proposent aux Allemands de tenir la plume ensemble : les Allemands sont très écoutés des Chinois et puis, Français et Allemands ensemble seront peut-être, demain, moins mal écoutés des Américains.

2. Les enjeux naturels : mieux les connaître et mieux les présenter

Restons sur le terrain de ces enjeux naturels : il nous faut mieux les connaître et mieux les présenter.

- **Le climat, d'abord : envisager plus clairement les conséquences d'une mesure unique par le carbone pour mieux présenter l'enjeu qu'il représente**

Certes, chaque habitant de la planète produit chaque jour 6m³ de CO₂ : cette réalité est représentable, et donc opposable à chacun et à tous. Cette clarté-là, c'est une chance pour l'action donc, surtout quand celle-ci apparaît urgente. Mais il convient de signaler que l'on risque une « organisation excessive » de sa prise en compte (que j'oppose, moi, à ce que pourrait être une « systématisation équilibrée »), laquelle aurait pour effet une possible réduction massive de l'empreinte des peuples, de leurs cultures, de leurs idiomes, de leurs imaginaires individuels et collectifs. En effet, une telle représentation univoque de la réalité pourrait s'avérer une véritable obscénité commune dont l'ombre portée renforcerait « l'artificialisation-objectivation » du monde. A suivre.

& En effet, la limite, de mon point de vue, est la suivante : nous devons toujours pouvoir prétendre demain que la logique du temps qu'il fait est préférable à celle du temps qu'on fait.

- **La biodiversité, ensuite : envisager plus clairement les conséquences de l'absence d'une mesure unique pour mieux présenter l'enjeu qu'elle représente.**

Sur ce terrain-là, on le sait, aucun économiste n'est aujourd'hui capable de produire une batterie d'indicateurs de biodiversité susceptibles d'être partagés au plan international, lesquels soient fondés scientifiquement et qui, donc, fassent participer sciences de la vie, physique, maths, économie et tous autres savoirs à propos de l'homme et des sociétés. Il y a 3 mois à peine, l'UE a demandé excellente chose ! - à Laurence Tubiana de conduire une réflexion visant à la création d'un mécanisme international d'expertise scientifique sur la biodiversité équivalent à celui du GIEC. Je ne sais quelle approche elle va proposer : une approche qui privilégie l'emploi de multiples équivalents généraux ou bien d'un seul équivalent général, original, d'un critère-étalon, tel que : « la durée de temps mort prélevé sur notre support de vie », la biosphère ? On nous dit, en effet, que « l'on puise chaque jour 10 siècles de biodiversité dans notre capital naturel mondial ». L'utilisation d'une telle unité, unique et commune, est-elle donc à encourager ? Elle est profondément politique. Elle serait peut-être une chance pour éviter la tentation de LA « réponse technologique de réparation » qui, de fait, n'existe pas en matière de lutte contre la réduction de la biodiversité. Mais dans quelle mesure un tel critère-étalon ne « violerait-il » pas excessivement les cultures traditionnelles existantes ? Je ne sais pas. Pas simple, hein ?

& En tout cas, la limite est ici la suivante : demain, nous devons toujours pouvoir prétendre que la logique de « minéralisation du monde » est préférable à celle de sa déminéralisation.

Idem sur la problématique de « l'accès à l'eau potable » : là, faute de temps, je vous renvoie à l'important travail de réflexion-action de Riccardo Petrella, bien connu dans nos milieux de la recherche.

Question :

Les Etats sont empêtrés dans le multilatéralisme démocratique (nécessaire, pour autant) pour relever le défi climatique, mais ils sont aussi les otages des grands producteurs de fossiles dont les réserves sont malheureusement immenses : Chine, Inde, Russie, Etats-Unis & l'Iran, lesquels se partagent la planète de l'énergie et entendent promettre le monde à un nouvel âge de « colonialisme ».

Et si c'était le marché qui relevait le défi face à l'oligopole politique qui se dessine ? Les marchés pétroliers commencent à lever le pied, on le voit, ils hésitent, s'enivrent de la hausse des prix actuelle mais, pour la première fois dans l'Histoire, comptent moins investir demain & Quel paradoxe ce serait ! Le marché plus responsable que les Etats ? Plus à même d'être contraint d'emprunter la voie de la transition énergétique et d'y contraindre le monde entier ? Alors, çà, qui l'eût dit ? ! Il faudrait saisir ce moment comme une chance et le contraindre à rester sur ce chemin-là !

Malheureusement, la question de la biodiversité et de l'accès à l'eau potable ne relève pas de telles logiques & Comment inviter le marché à cesser de contribuer à la réduction de la biodiversité, à investir à long terme dans l'eau ?... Pas simple, n'est-ce pas ?

3. Inventer la solidarité écologique internationale

On n'est plus très loin du moment où l'on n'osera plus poser la question : « C'est si grave ? ». Parce qu'on connaîtra la réponse. Hier encore, on disait avec un brin de sécurité dans la voix : « A l'échelle mondiale, 2/3 de la population vivra près des mers d'ici 2030. L'eau remontera de 60 cm d'ici 2100. Donc, une grande partie de la population mondiale devra, au cours de ce siècle, bouger ou succomber. Pour autant, 1/3 de la population sera affectée par des défauts d'accès à l'eau potable. Enfin, nous vivrons une grande crise d'urbanisation ». Hier encore, & Bon, et aujourd'hui, on parle de « volonté politique », mais on n'a même pas les mots pour l'exprimer, et encore moins les outils de cette prétendue volonté &

- Une ébauche de politique publique internationale existe, certes, fondée sur le processus de Marrakech initié en 2002 par le PNUE (avec ses 7 task-force de réflexion/action) :

- * développement durable et Afrique (Allemagne) ;
- * modes de vie durables (Suède) ;
- * écoproduits (Royaume-Uni) ;
- * achats publics durables (Suisse) ;
- * éducation à la consommation durable (Italie) ;
- * tourisme durable (France) ;
- * architecture durable (?).

Je ne saurais pas en dire davantage sur cet exercice dont je connais, par expérience, les avantages mais aussi les illusions qu'il charrie. Comment organiser le « transfert » de méthodologie et de désir pour l'action des résultats de telles réflexions communes ?... D'autant que les « communautés du risque » (celles du risque climatique, notamment) restent des communautés nationales parce que les catastrophes, y compris celle du climat, sont vécues comme des indicateurs de cohésion sociale et nationale.

- **A des niveaux intermédiaires, on sait qu'il faut inventer ce que l'on nomme assez souvent maintenant des « milieux associés »**, des milieux locaux et nationaux, comme préalables aux réflexes un peu simplistes qui se borneraient à prôner isolément des « solutions » technologiques ou industrielles sous forme d'objets nouveaux à créer, sans efficacité parce que non « appropriés » (au sens des Anciens).

En France : **le Grenelle de l'Environnement**, sans avoir engendré, comme le disent certains, une « démocratie écologique », a néanmoins permis à des éléments de notre « société civile », aux syndicats, aux collectivités locales d'imaginer de continuer à travailler ensemble : par exemple, sur la question des indicateurs de richesse qu'il faut faire évoluer (je pense ici aux travaux de Patrick Viveret sur ces questions), sur la LOLF, sur la promotion de la HQD (Haute Qualité Démocratique)&. Voilà des esquisses de milieux associés dont le mérite, parce qu'il est bien démocratique, nous évite le réflexe primaire qui voudrait faire du réflexe du technology-push l'alpha et l'oméga de « solutions » ayant oublié d'incarner le « problème », donc poussant à de « fausses ou de mauvaises solutions » !

- **Enfin, il faut susciter l'émergence « d'un sujet politique singulier »**, autrement dit « d'individus majeurs en raison et en désir », auto-institués donc ; il s'agit là de fruits non encore cueillis des Lumières, porteurs « eux-mêmes » de certaines des réponses aux caractéristiques parmi les plus importantes des crises humaines et sociales à venir. Cela demanderait de longs développements que d'expliquer comment est devenu indispensable l'irruption de cet acteur nouveau, et je suis prêt à m'en expliquer pendant le débat, tout à l'heure.

Bon d'accord, mais tout ça, ça reste bien maigre ! Un espace public peuplé de nouvelles politiques publiques nationales et internationales, de « milieux associés » pertinents et de sujets politiques singuliers, mais quand donc seront-ils prêts à offrir une réponse efficace à l'urgence du défi ? C'est là qu'il faut se poser la question de la dialectique entre le savoir et le croire, laquelle n'est pas encore au point& A quoi sert-il, en effet, de savoir ce que l'on sait si l'on ne croit pas à ce qu'on sait ? Cela ne sert pas, en tout cas, à servir le monde&

Faut-il attendre que **le sentiment d'une nécessaire solidarité écologique internationale devienne suffisamment partagé** ? Le cas échéant, alors, la question centrale est bien : Comment « accréditer », et rapidement, **l'idée d'une solidarité écologique internationale** ? Accréditer : « donner à croire ».

4. Armer les « biens communs » face au PIB.

Les « biens communs », c'est quoi ?

- **dans l'ordre naturel**, c'est l'eau, l'air, la biodiversité& : aujourd'hui, il faut 1 an et 3 mois pour régénérer ce que l'Humanité consomme en 1 an, nous dit l'UNESCO. Cela appelle-t-il une éthique pour l'action qui se donne comme principe général une « proportionnalité entre les moyens utilisés et les fins poursuivies » ?

- **dans l'ordre économique**, on peut les trouver dans tout bien ou service d'intérêt général qui Suvre contre les misères matérielle, affective, symbolique, culturelle ; là, la question, c'est : « comment produire et consommer dans l'échange, le partage, le commerce, le don& qui nous fasse quitter la logique de la rareté, la nôtre depuis 2 siècles, pour rentrer dans une logique de lutte contre la misère de toute nature ? ».

- **dans l'ordre social**, c'est toute représentation et disposition qui Suvre pour la justice, la fraternité, la solidarité&

Cela suppose-t-il un projet mondial de lutte contre toutes les misères avec une démarche unique et commune (sans doute l'urgence ressentie par les intéressés localement, non ?)

Bon ! Vous voyez,

1/ Je ne me suis pas gêné. J'ai pris **des définitions et des périmètres très larges**. Et qui pourrait dire qu'il y a illégitimité à le faire ?

2/ On voit que chacun de ces 3 ordres de « biens communs » obéit à un « **référentiel** » qui n'est pas spontanément en harmonie avec celui des 2 autres : le naturel vise à éviter l'irréversibilité ; l'économique vise à prendre soin ; le social vise à rendre équitable. Ils sont hétérogènes.

3/ Il ne faut **pas les homogénéiser**. Autrement dit, on ne doit pas les livrer à un équivalent général, généralement « une valeur monétaire » ;

4/ Il ne faut **pas les dissocier**. Autrement dit, on ne doit pas choisir de ne se saisir que d'un ordre ou bien de deux ordres : non, il faut considérer les 3 comme ne pouvant pas échapper à leur articulation.

Mais pourquoi tout cela ? Pourquoi armer ainsi ces « biens communs » ? Parce que la tentation actuelle pourrait être de continuer à fonder sur le PIB les mesures de toute réorientation à venir des richesses : autrement dit, les « verdir » d'abord, les monétariser ensuite, les marchandiser enfin & « **Verdir le PIB ou la tentation de Stieglitz** » (Joseph Stieglitz, l'homme par lequel doit passer l'élaboration de « la politique de civilisation » que, depuis janvier dernier, la France entend donner au monde).

5. Faire valoir l'avenir face au présent et les signes face aux chiffres

Je souhaite participer ici à la déconstruction de la modélisation implicite dont nous usons pour nous représenter nos économies. Brièvement.

Je le fais simplement en prétendant que tous les hommes vivent de biens, de liens et de riens. Les sociétés dans lesquelles ils vivent et au moment où ils vivent sont plus ou moins favorables à leur capacité à jouir de biens, à tisser des liens, à espérer ou à promouvoir des riens. C'est entendu. Mais quand même ! Toute société qui se projette fait émerger en son sein une économie faite de 3 économies indissociables (mais que l'exercice d'analyse doit nous autoriser momentanément à dissocier).

- **une économie politique de subsistance** pour que ses membres puissent échapper à la misère matérielle et, sur un chemin d'hubris, puissent viser davantage : un « bien-être matériel » ; à cet effet, elle recourt à la plupart des « biens communs » dont on vient de parler, même si elle ne recourt pas qu'à eux ;

- **une économie politique d'existence**, laquelle assure à ses membres la possibilité de liens, d'altérité pour gagner une richesse par commerce entre les hommes, par échanges, partages créant ainsi des richesses affectives (agapè, philia et eros) ; cette économie-là fait appel avant tout à ces « biens communs » ;

- **une économie politique de consistances**, enfin, projette sur l'avenir un effort individuel et collectif fait de riens, c'est-à-dire de « biens communs » non pré-existants, sans autre enjeu que leur sauvegarde, leur promotion, leur glorification même & (la justice, la culture, la compassion, le progrès, la charité &) pour faire échapper à la misère symbolique (à sa dimension culturelle surtout).

Les sociétés occidentales depuis ½ siècle semblent montrer que le désir humain, l'altérité, la symbolisation individuelle et collective pâttissent de leur passion matérielle ; et que d'autres sociétés tendent à les suivre dans ce déséquilibre-là. A l'inverse, d'autres sociétés encore, nombreuses, sur-symbolisent leur cours faute de pouvoir dépasser une misère matérielle qui « plombe » leur développement.

Il en va donc ainsi de « l'Enjeu » d'un développement humain, durable et moderne : il est ouvert aux choix des hommes, à leurs priorités, et aux nécessités qu'ils rencontrent. Pour certaines de ces sociétés, l'Enjeu indiquera la voie d'une limitation librement consentie de la sphère des « besoins » et de ses intrants matériels, en énergies fossiles surtout, et en biodiversité : la voie d'un développement moins hyper-moderne, mais plus humain et plus durable. Pour d'autres, l'Enjeu désignera prioritairement d'autres voies : celle d'un développement plus moderne et donc plus humain.

On le voit, notre « écologie politique » en devenir, celle universelle que l'on peut poursuivre de nos vœux et de nos actes, ne saurait donc viser la moindre uniformité de moyens, mais pourquoi pas une certaine unité de fins, des fins humaines, non des fins dernières ! Et pour vouloir des fins, le désir humain doit garder la forme ! Il s'agit moins d'échapper à une vision dépressive, que de fuir comme la peste toutes les pratiques, tous les attentismes thanathéens !

Alors, ce long détour pour en arriver où ? A ceci. On devrait **veiller désormais à ce que tout investissement engageant des « biens communs » échappe à deux logiques :**

- **à la logique selon laquelle « on ne compte que ce qui peut être compté »** ; parce que cette logique conduit soit à la quantification marchande de leur « valeur », soit à leur non-prise en compte quand la quantification marchande est trop difficile à réaliser. Or, chacune des deux branches de cette alternative est stupide.

- **à la logique selon laquelle « il ne peut y avoir de jouissance que présente »** ; parce que cette logique a conduit, me semble-t-il, tous les pays occidentaux depuis 50 ans à réaliser leurs investissements, tant publics que privés, avec des taux d'actualisation de plus en plus élevés, indiquant par là-même « une préférence de plus en plus faible pour le futur ». C'est le constat hypothétique que je demande à mes amis économistes (je ne le suis plus de fait moi-même) de faire examiner, soit pour le valider soit pour l'infirmer. Parce que, si je dis vrai, alors les questions s'imposent d'elles-mêmes.

Comment inspirer chez tout acteur économique de poids dans le monde une inflexion profonde des critères de choix d'investissement autour d'intérêts généraux de long terme davantage qu'autour d'intérêts communs de très court terme ?

La recherche éco-nomique, elle-même, peut-elle montrer le chemin de l'« éco » (discipline du « prendre soin ») plutôt que celui du « nomique » (discipline de la « rareté ») ? Sans amender profondément la science dix-neuviémiste sur laquelle elle s'appuie ?

6. Rénover les conditions de la modernité contemporaine par la Recherche

Réfléchissez bien, et vous verrez que **tout secteur d'activité humaine et/ou sociale fait appel aux ressources des 7 domaines génériques** suivants : la culture, l'éducation, la formation, la recherche, l'innovation, l'économie, la finance. Ils en sont les cœurs battants. Naturellement, ces domaines sont distincts, mais ils sont complémentaires. C'est clair, ils font système.

Réfléchissez bien, et vous verrez, en outre, que les politiques publiques qui peuvent s'incarner dans chacun de ces 7 domaines seront d'autant plus pertinentes, c'est-à-dire novatrices et efficaces, qu'elles seront inspirées par l'esprit de la Recherche et par ses résultats toujours provisoires, plus que par n'importe quel autre « esprit »& !!!! Ah, ah ! ah !

On peut faire de la recherche, scientifique ou non, à propos de tout sujet ou tout objet culturel et faire profiter tout citoyen ou consommateur du résultat de ces recherches. On peut faire de la recherche en éducation économique dont les effets nourriront l'innovation en compétences& On peut faire de la recherche en innovation politique dont les effets pourraient nourrir l'état démocratique d'un pays&

Bref, la Recherche permet de former. Elle permet également, mais cela nous le savons bien surtout depuis 50 ans, de performer.

La recherche en recherche scientifique (en physique, en chimie, en biologie, notamment, mais aussi en astronomie, en médecine&) a marqué tout l'Occident depuis 1 siècle et demi. La recherche en innovation autant, bien sûr, au point que nos sociétés contemporaines même semblent être vouées à cette alternative radicale : l'innovation ou le déclin.

Il reste, je me répète volontiers, que l'innovation technologique aura été mieux traitée que l'innovation politique par exemple, sinon on en saurait peut-être davantage aujourd'hui sur l'objet de recherche qu'est « la démocratie ». Par exemple ! On saurait également pourquoi l'innovation financière demandait vraiment à être régulée& Enfin !&

Question intermédiaire, mais pas anodine à mon sens : **Et s'il existait un seuil à partir duquel la dynamique de la « performance » menaçait la dynamique de la « formance »**, laquelle lui donne corps pourtant, au point que la Recherche (c'est-à-dire ses outils cognitifs et technologiques ainsi que ses politiques publiques associées) ne puisse plus rien pour ranimer celle-ci ? La Recherche a le devoir de veiller à ce déséquilibre s'il devait être avéré.

Et bien, précisément, il conviendrait de mandater la Recherche, de lui demander de contribuer à **rénover les conditions de notre modernité contemporaine, et non pas comme elle le fait, peut-être aujourd'hui, de produire une modernisation sans projet**. Quelques pistes.

- ▶ les éco-recherches et les éco-innovations doivent enfin émerger : écotoxicologie, écologie intégrative, pédologie, éco-ingénierie& afin de mieux comprendre les mécanismes d'épuisement de la terre ; de mieux appréhender la biodiversité, ses composants élémentaires, leurs interactions&
- ▶ les info-recherches et les info-innovations pour qu'elles forment plus qu'elles ne performent ;
- ▶ les bio-recherches et les bio-innovations pour qu'elles intègrent autant qu'elles réduisent ;
- ▶ les anthropo-recherches et les anthropo-innovations d'une part, les socio-recherches et les socio-innovations d'autre part, qui mobiliseraient toutes disciplines et applications pour qu'elles explorent la question de « la violence de l'homme envers lui-même, des hommes entre eux, des sociétés entre elles, y compris leurs multiples représentations individuelles et collectives », et ce, afin d'imaginer les meilleurs moyens humains possibles de la contenir.

Je ferai enfin, une remarque spéciale à l'adresse de ceux qui s'adonnent à la réflexion à propos des *mathématiques*. En forme de question. Est-il imaginable de revisiter l'épistémologie propre à cette discipline de façon que nous comprenions un peu moins mal les liens qu'entretiennent la statistique mathématique, le calcul des probabilités et les innovations, notamment technologiques qu'elles suscitent (Diderot, en son temps, l'avait lumineusement fait !) ; nous

pourrions de la sorte mieux en connaître les conséquences sur nos modes de vie, voire sur nos infrastructures immatérielles, y compris sur celle sur laquelle nous avons bâti toute notre modernité : le temps, oui, la durée, publique ou privée. Cet état des lieux pourrait s'accompagner d'une évaluation interne et externe des effets des coopérations de ces sous-disciplines mathématiques avec toutes les autres recherches et d'éventuelles propositions de réorientation de leur projection.

Bref, quelle démarche épistémologique et stratégique minimum en matière de recherches et d'innovations contemporaines faut-il pour approcher vite et au mieux notre Enjeu ?

7. A Enjeu complexe, modes de décision politiques innovants

Au cSur du dilemme névrotique collectif. Agir ou ne pas agir ?

« De toute façon, concernant les dérèglements climatiques, c'est trop tard », entend-on dire ici ou là : « Ne rien faire ou bien faire quelque chose de radical aujourd'hui n'aura de toute façon aucun impact dans les 20 ou 30 ans à venir, mais seulement à l'horizon de la fin du siècle ! » Ce qui pose bien la question de la décision politique !

Alors, agir tout de même& Et seuls et ensemble&

Revenons aux outils de la recherche et de l'innovation politiques. Je voudrais, pour finir, évoquer 3 autres de ces outils dont la portée est, de mon point de vue, majeure.

- Le principe de précaution.

Prudence, prévention et précaution : une relation encore mal analysée.

Il me semble, en effet, important de ré-analyser les notions de prudence, de prévention et de précaution dans leurs relations, et ré-orienter en conséquence nos méta-objectifs (à mon sens, autour de la notion latine de « prudence »). Je sais bien qu'en me limitant à « dégoupiller » ainsi une telle grenade, ou pour prendre une métaphore moins guerrière, à rester au milieu du gué, je peux susciter la méfiance des deux rives. Je prendrai le temps de l'explication durant le débat.

En attendant, peut-être quelqu'un sait-il où en sont rendus les travaux de l'Observatoire du Principe de Précaution (François Ewald et alii) où la question du risque est forcément étudiée et analysée ? En particulier, si la distinction entre « risques avérés » et « risques hypothétiques » y est considérée comme épistémologiquement et fonctionnellement valide ?

- Le principe de subsidiarité.

Ce principe qui s'impose à tout Européen permet de distinguer pour toute action la part de responsabilité qu'il convient de prendre à chaque niveau de décision possible du point de vue de l'efficacité de l'action choisie (responsabilité nulle, partagée ou exclusive) ; de plus, il sait intégrer et mutualiser ces choix par l'organisation du dialogue conflictuel entre les niveaux qui cherchent à s'arroger la légitimité de l'action. Bref, ce principe d'action guide pacifiquement les conflits humains et sociaux vers leurs résolutions en éclairant ses acteurs. Enfin, il sait dire «

et & et » et il crée de la conviction et de la confiance ; autrement dit, il écarte le « ou & ou » exclusif où tout dialogue doit s'achever par la « viction » (la défaite) de l'autre et entretenir la défiance. La difficulté, en Europe aujourd'hui, c'est la persistance d'un régime d'indécision qui résulte d'une confrontation profondément culturelle entre l'intérêt commun chez les Anglo-saxons et la volonté générale chez les Latins, et de leur incapacité commune à se trouver ensemble quelque part autour & de l'intérêt général (lequel, sait, lui, garantir la participation du grand nombre à la définition des choix importants).

A mon sens, l'évaluation de la première phase du « Grenelle de l'Environnement » aurait dû porter, pour l'essentiel, sur la capacité de cet exercice à utiliser les atouts de ces deux principes, de précaution et de subsidiarité.

- Une injonction nouvelle entre éthique de conviction et éthique de responsabilité ?

Qu'est-ce donc qu'une éthique acceptable, c'est-à-dire un « vivre-ensemble » acceptable (parce qu'il y a des éthiques, donc des « vivre-ensemble » qui ne sont pas acceptables) ? Je ne connais plus très bien l'état de ces questions, mais on observe bien la concurrence que se font aujourd'hui encore, dans les dialogues internationaux notamment, l'éthique de conviction (laquelle a encore de beaux restes dans le monde), l'éthique de l'influence, plus soft (laquelle commence à peine à prendre son essor, quelquefois comme une conséquence de l'éthique de la discussion), enfin l'éthique de la responsabilité (laquelle, modeste, n'a su trop souvent que faire remarquer son impuissance relative). Et si cette éthique de la responsabilité, précisément, s'enrichissait d'une éthique de « la responsabilité pour autrui » ?

Je m'explique. De plus en plus de femmes et d'hommes prennent l'initiative. L'initiative raisonnablement libre - de se considérer comme « responsables pour autrui ». Responsables d'autrui, c'est-à-dire & jusqu'à être ou se considérer responsables de la responsabilité d'autrui. Jusqu'à se poser donc en otage. La réciproque étant l'affaire d'autrui, radicalement libre, bien sûr. Accepter d'emblée cette dissymétrie, j'y vois là encore une arme au service de la cause des « biens communs ». Max Weber, Hans Jonas et Emmanuel Levinas, on peut espérer quelquefois votre « dialogue » posthume &

Voilà donc quelques regards posés à propos de ces mandats invisibles qui s'attachent à notre Enjeu d'un développement humain, durable et moderne ! J'aurais souhaité qu'on puisse leur trouver une inspiration néo-saint-simonienne, avec ce qu'elle a d'utopie maîtrisée et de réalisme agissant.

En attendant, mon message du jour ne vous aura pas échappé. La science politique, mais la science économique aussi bien sûr, doivent appeler à des recherches qui aillent au contact & de ces mandats invisibles, de ceux-là et de bien d'autres !

*

Jean-Paul Karsenty est membre du Centre Alexandre Koyré de recherche en histoire des sciences et des techniques (CNRS), et ancien Secrétaire général du Conseil Supérieur de la Recherche et de la Technologie (CSRT).

Post-scriptum : Cette conférence organisée par [Prospective 2100](#) a été prononcée le 11 juin 2008 à l'ISEP (Paris).